



FEDERATION SYNDICALE UNITAIRE
Enseignement- Education- Recherche- Culture- Formation- Insertion
Section des Pyrénées Orientales
18 Rue Condorcet 66 000 PERPIGNAN
Tél. 09 65 29 48 80 Fax. 04 68 50 32 31 Mail fsu66@fsu.fr
<http://fsu66.free.fr>

CTPD des Pyrénées Orientales du jeudi 20 janvier 2011 :

Déclaration préliminaire des représentants de la FSU

L'éducation devrait être comprise comme un investissement pour l'avenir. La politique actuelle tourne le dos à cette conception. Le dogme du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux se traduit, dans nos écoles collèges et lycées publics par une saignée sans précédent de tous les types de personnels.

Cette politique se ressent d'autant plus dans le département des Pyrénées Orientales. Les effectifs de nos collèges ne cessent de croître, à tel point que si de nouveaux établissements ont été créés, d'autres sont encore envisagés.

Depuis la rentrée 2007, ce sont 855 élèves supplémentaires qui ont été accueillis dans les collèges, et près de 113 ETP en heure poste qui ont été supprimés. Le nombre de HSA a explosé et il n'est pas rare aujourd'hui de voir des classes de 6ème à 30 élèves. Signe évident de la dégradation des conditions d'étude et d'enseignement, le H/E passe à 1,087 à la rentrée 2011 (pour information il se situait à 1,256 en 2007 ... soit une diminution de 13,5% ... énorme).

Dans la majorité des établissements, il est désormais impossible de travailler en classes dédoublées et la plupart des options jusqu'ici offertes aux élèves ont disparu. Dans de nombreux cas, la DGH permet à peine d'assurer les horaires obligatoires prévus par les programmes.

Depuis plusieurs années, de nombreux remplaçants sont placés d'office dans des classes à l'année, tandis que le nombre d'enseignants vacataires a crû de 50 %.

La disparition de la formation des enseignants est un autre signe de l'abandon de l'Ecole. La désorganisation avérée de l'année de stage confirme ce renoncement et finit de décourager les derniers étudiants qui se destinaient aux métiers de l'Education avec une baisse de près de 40 % des inscriptions aux concours.

Les réformes engagées au collège, au lycée général et au lycée professionnel montrent désormais leur vrai visage : « adapter » les formations proposées aux coupes sombres dans les moyens enseignants, il est certain qu'aujourd'hui, c'est la démocratisation de l'école qui est en jeu : de nombreux jeunes risquent désormais de s'en détourner.

Le projet académique affirme « ne vouloir laisser personne au bord du chemin ». En effet personne ne sera laissé au bord du chemin, ce sont des centaines d'élèves, parmi les plus fragiles d'entre eux qui risquent d'être jetés dans le fossé.

La mise en place de la LOLF depuis 2006 a brouillé la lecture de la statistique publique de sorte que celle-ci arrive souvent à masquer les suppressions d'emplois. Il convient donc d'être extrêmement prudent à leur lecture et... aux annonces officielles, à la frénésie de notre administration à multiplier les dispositifs (ATP, Accompagnement Personnalisé, PDMF, internat d'excellence, RAR, CLAIR, ..., bref une multiplication de sigles, éléments d'un décor en trompe l'œil qui n'arrive plus à cacher l'état de délabrement de l'Education Nationale. L'Education n'est plus une priorité, les comptables règnent !

Néanmoins, ni les personnels, ni les usagers ne sont dupes, et les élus locaux s'en inquiètent chaque jour davantage: la dégradation des moyens de l'éducation est désormais bien visible.

Il est difficile de cacher cette triste réalité et la question qui nous vient à l'esprit est de vous demander monsieur l'Inspecteur d'Académie pourquoi vos services mettent autant de diligence à retarder le calendrier des opérations de carte scolaire du premier degré ?

Soumettre le calendrier de préparation de la rentrée 2011 au calendrier électoral, n'est ce pas accorder un certain crédit, ou répit, à certains candidats qui ne veulent pas assumer les conséquences des choix politiques du pouvoir actuel et de la majorité qu'ils représentent ? Pense-t-on faire ainsi obstacle au débat nécessaire sur la place et l'avenir de l'école ?

La politique du ministère, voulue et approuvée par la majorité UMP, se traduit non seulement par un budget de pénurie, mais aussi par une dégradation sans précédent de nos conditions de travail, conséquence d'une transformation profonde et idéologique des missions et de l'organisation du système éducatif.

Une transformation qui touche au cœur même de notre identité professionnelle, de nos missions et qui met en œuvre le tri social et la sélection des élèves, le démantèlement du cadre national et le renvoi des responsabilités à l'échelon local par l'autonomie renforcée des établissements, la mise en cause des statuts des personnels...

Après la mobilisation unitaire et exemplaire contre la réforme des retraites injuste et brutale imposée par le gouvernement, la FSU entend relancer la mobilisation contre la politique de destruction organisée du service public d'Éducation.

L'éventail des possibles est largement ouvert, il suppose l'établissement de droits nouveaux et l'élargissement du champ des conquêtes citoyennes, et même si la marge de manœuvres qui nous est laissée est étroite, le rapport de forces que nous allons établir peut largement faire basculer vers des changements réellement progressistes: *" la civilisation, la vraie, se construit non sur des complicités faciles, des démissions, des esclavages, mais sur des refus, des ruptures, des dépassements "(Théodore Monod).*

C'est pour cela que la FSU appelle à la réussite de la journée nationale de mobilisation contre le budget 2011 et ses conséquences du samedi 22 janvier 2011. Cette journée nationale de mobilisation est une étape dans le plan d'action que la FSU entend mettre en œuvre.

Enfin, partout où les DGH ne correspondent pas aux besoins, c'est-à-dire PARTOUT, le FSU appelle à voter contre les répartitions qui, à l'évidence, iront dans le sens d'une diminution de la qualité de l'offre pédagogique !

Les représentants de la FSU 66 au CDFN des Pyrénées Orientales